



EXPERTS-COMPTABLES & COMMISSAIRES AUX COMPTES

Association INSERACTION

72 Rue de Lessard

76100 ROUEN

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR
LES COMPTES ANNUELS**

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR
LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Un partenaire

100%

avec vous !

Association INSERACTION
72 Rue de Lessard
76100 ROUEN

Association déclarée à la préfecture de Seine-Maritime

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

A l'Assemblée Générale,

OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association INSERACTION relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association INSERACTION à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Faits caractéristiques » page 10 de l'annexe des comptes annuels concernant le décalage de versement de la subvention FSE +.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé pour émettre l'opinion ci-dessus, portant notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes de votre Association, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de justification particulière.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Assemblée.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS
--

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de votre Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider votre Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Isneauville,
Le 26/06/2024

Le Commissaire aux Comptes,
SARL AGICOM
représentée par Thierry ONNO



BILAN

ACTIF	Exercice N			N-1
	Brut	Amortissements et provisions	Net 31/12/2023	Net 31/12/2022
Actif immobilisé :				
Immobilisations incorporelles				
- Fonds commercial				
- Autres				
Immobilisations corporelles	142 271	101 850	40 421	55 641
Immobilisations financières	9 619		9 619	9 619
TOTAL I	151 890	101 850	50 040	65 260
Actif circulant :				
Stocks et en-cours (autres que marchandises)				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances :				
Clients et comptes rattachés				
Autres	483 021		483 021	565 568
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités (autres que caisse)	193		193	191
TOTAL II	483 214		483 214	565 759
Charges constatées d'avance (III)	3 018		3 018	2 625
TOTAL GENERAL (I+II+III)	638 122	101 850	536 272	633 644

BILAN

PASSIF	Exercice N net 31/12/2023	Exercice N-1 net 31/12/2022
Capitaux propres		
Capital		
Ecart de réévaluation		
Réserves :		
- Réserve légale		
- Réserves réglementées		
- Autres	242 699	351 906
Report à nouveau	34 052	34 052
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	- 7 530	-109 207
Subvention d'investissement	18 197	25 969
TOTAL I	287 418	302 720
Autres provisions pour risques	44 869	44 869
Provisions pour risques et charges	63 068	49 436
TOTAL II	107 937	94 305
Dettes		
Emprunts et dettes assimilées	11 587	59 084
Avances et acomptes reçus sur		
Commandes		
Fournisseurs et comptes rattachés	3 684	7 717
Dettes fiscales et sociales	105 951	142 607
Autres dettes	7 794	7 811
TOTAL III	129 016	158 135
Produits constatés d'avances	11 901	19 401
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	536 272	633 644

COMPTE DE RESULTAT

CHARGES (Hors taxes)	Exercice N Net Au 31/12/2023	Exercice N-1 Net Au 31/12/2022
CHARGES D'EXPLOITATION :		
Achats de marchandises	2 375	1 956
Variation de stock (marchandises)		
Achats d'approvisionnement	1 679	2 135
Variation de stock (approvisionnement)		
Autres charges externes	161 541	155 397
Impôts, taxes et versements assimilés	43 278	45 559
Rémunération du personnel	596 614	640 956
Charges sociales	202 907	208 616
Dotations aux amortissements	15 734	14 877
Dotations aux provisions	13 631	18 472
Autres charges	70	42
TOTAL (I)	1 037 830	1 088 010
CHARGES FINANCIERES (II)		
Charges d'intérêts	2 512	1 150
CHARGES EXCEPTIONNELLES (III)	5 487	41 117
IMPOTS SUR LES BENEFICES (IV)		
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	1 045 829	1 130 277
BENEFICE OU PERTE	7 530	109 207
TOTAL GENERAL	1 038 299	1 021 070

COMPTE DE RESULTAT

PRODUITS (Hors taxes)	Exercice N Net Au 31/12/2023	Exercice N-1 Net Au 31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens et services)	1 005 497	972 827
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	6 634	31 341
Reprise/prov et transferts charge	111	2 428
Autres produits	0	1 298
Produits financiers		
TOTAL (I)	1 012 242	1 005 466
PRODUITS EXCEPTIONNELS (II)	26 056	13 176
TRANSFERT DE CHARGES		
PRODUITS FINANCIERS (III)	1	
TOTAL DES PRODUITS (I+II+III)	1 038 299	1 018 642
TOTAL GENERAL	1 038 299	1 021 070

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : **INSERACTION**

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 536 272 euros.
Et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, présentant un déficit de – 7 530 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC « et du règlement 2020-08 de l'ANC » relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

L'association a appliqué le règlement ANC n°2022-06 du 04 novembre 2022 relatif à la comptabilisation des quote-parts de subvention d'investissements virés au résultat de l'exercice.

Faits significatifs de l'exercice

Les soldes des opérations 2020-2021 et 2022 ont été traités et versés en 2023.

Les actions soutenues dans le cadre de la programmation FSE+ ont démarré au 1^{er} janvier 2023 pour l'ASI et au 1^{er} juillet 2023 pour l'action « Parcours de Remobilisation par le Bien-être et la Santé » (PRBS).

Cependant, différentes difficultés dans la mise en œuvre du FSE+ ont décalé la publication des appels à projet.

De ce fait, la commission permanente de février 2023 a voté une prolongation des actions ACDS et AEP de 6 mois sur 2023 basée sur les montants conventionnels de 2022. Ce qui n'a pas permis de compenser le versement de la prime Laforcade pour le 1^{er} semestre 2023.

Une erreur matérielle de saisie a été signalée par la DREETS en novembre 2023. Cela n'a pas permis la signature des conventions et donc le versement des crédits FSE+ en 2023.

Le soutien de la banque a permis de bénéficier d'une autorisation de découvert permanente pour assurer le financement des charges et gérer le décalage de trésorerie.

	Salarié CADRES	Salarié Non-Cadres
Effectifs Total	3	20

COMMUNICAT

SARL au capital de 220 000 €
218 rue de la Ronce 76230 ISNEAUVILLE
RCS ROUEN B 394 967 806

Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'association, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les frais accessoires, droits de mutations, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas incorporés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 ans
- * Matériel de bureau : 2 à 5 ans
- * Matériel informatique : 2 à 5 ans
- * Mobilier : 3 à 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

En cas d'immobilisations financées en tout ou en partie par des subventions d'investissement, ces dernières sont inscrites en produits d'exploitation du compte de résultat au même rythme que les amortissements.

Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Conformément à l'avis CNC du 15 juin 2007, les frais liés à l'acquisition (droits de mutation, honoraires et frais d'actes) des titres de participation sont incorporés au prix de revient de ces titres.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provision pour Risques et Charges

Concernant les suites de l'audit portant sur l'examen des fonds reçus et dépenses éligibles au FSE sur l'année 2017, aucun élément nouveau n'est intervenu au cours de l'exercice.

Dans ces conditions la provision constituée antérieurement a été maintenue en l'état.

La provision pour charges est destinée à couvrir les Indemnités de Fin de Carrière et a été actualisée au 31/12/2023.

➤ Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Valeur au début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement - Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Construction sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements, Installation téléphonique	97 291			97 291
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	44 466	515		44 981
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	141 757	515		142 272
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	9 619			9 619
Immobilisations financières	9 619			9 619
ACTIF IMMOBILISE	151 376	515		151 891

➤ Note sur le bilan

Immobilisations financières

Les immobilisations financières concernent principalement les dépôts de garantie des différents locaux loués par l'association.

Amortissement des immobilisations

	Valeur au début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions Sortis reprise	Valeur en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles (I)				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Construction sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagement des constructions	44 893	13 300		58 192
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements, aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	41 224	2 341		43 658
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles (II)	86 117	15 734		101 850
TOTAL GENERAL (I+II)	86 117	15 734		101 850

➤ Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

	Montant Brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :	483 050	483 050	
Créances			
Capital souscrit – appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	3 018	3 018	
TOTAL GENERAL	486 068	486 068	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

Les produits à recevoir se composent essentiellement des soldes de subvention à recevoir au titre des différentes actions exercées en 2021- 2022 et 2023

Le solde de subvention 2021 à encaisser au 31/12/2023 représente : 6 000 €. Cette somme reste à percevoir.

Le solde de subvention 2022 à encaisser au 31/12/2023 représente : 11 162.50 €. Cette somme reste à percevoir.

Le solde de subvention 2023 à encaisser au 31/12/2023 représente : 438 829 €.

A été encaissé en 2024 la somme de 212 849 €. Reste à percevoir la somme de 225 980 €.

	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	467 065
Disponibilités	193
Total	467 258

➤ Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds associatifs

	Début d'exercice	Augmentation	Diminution	Fin Exercice
Patrimoine intégré				
Fonds statutaires				
Apports sans droit de reprise				
Legs et donations				
Subventions affectées				
Autres fonds				
Total fonds sans droit reprise				
Apports avec droit de reprise				
Legs et donations assortis d'une condition				
Subventions affectées				
Total fonds avec droit reprise				
Ecart de réévaluation				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves règlementées				
Autres réserves	351 906		109 207	242 699
Subvention d'équipement	34 052			34 052
Report à nouveau	- 109 207	- 7 529	- 109 207	- 7 529
Résultat de l'exercice				
Résultat sous contrôle des tiers financeurs				
Subvention d'investissement	25 969		7 772	18 197
Provisions règlementées				
Droits des propriétaires (commodat)				
Autres fonds associatifs				
Total	302 720	- 7 529	7 772	287 419
Total fonds associatifs	302 720	- 7 529	7 772	287 419

➤ Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans maximum à l'origine	11 587	11 587		
- à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	3 684	3 684		
Dettes fiscales et sociales	106 088	106 088		
Impôt sur les bénéfices				
Autres dettes	7 794	7 794		
Produits constatés d'avance	11 901	11 901		
TOTAL	141 054	141 054		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés sur l'exercice				

Charges à payer

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
Dettes fiscales et sociales	106 088
Impôts sur les bénéfices	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	7 794
Total	113 882

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Montant
Charges d'exploitation	3 018
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
Total	3 018

➤ Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

La loi 2066-586 du 23 mai 2006 pour les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 euros stipule qu'ils doivent mentionner dans leur annexe la rémunération des 3 plus hauts cadres dirigeants. Pour l'exercice 2023 cette information n'est pas fournie car elle conduirait à donner une information individuelle.

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	63 068
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	63 068

Engagements de retraite

L'association a fait le choix depuis plusieurs années de constituer en comptabilité une provision pour Indemnité de Fin de Carrière (IFC) et cela pour couvrir le risque latent.

Le montant de cette provision initiale de 49 436 € a été porté à 63 068 € à la clôture de l'exercice 2023.

Pour l'année 2023, 23 personnes sont concernées

Contributions volontaires en nature

Elles concernent essentiellement la mise à disposition de salles ou de bureaux par les collectivités locales. Ces informations n'ont pas été communiquées et évaluées pour l'année 2023.

Le temps consacré au bénévolat concerne les membres du Conseil d'Administration et s'élève à environ 500 heures sur l'exercice 2023.

Evénements postérieurs à la clôture

En juin 2024, les conventions FSE+ ne sont toujours pas signées. Suite à l'erreur matérielle de saisie, un appel à projet V2 a été lancé en janvier 2024.

Dans le cadre de l'action ASI, l'association a obtenu l'accord pour la création d'un 4^{ème} poste.

Les deux postes de Coordinatrices ont été pourvus et la montée en charge sur les dispositifs est très bonne.